

## LA CHINE A L'HORIZON 2020

Présentation de l'ouvrage

Rémi Perelman, Asie 21

### LE TITRE

- La masse démographique et la vitesse de sa croissance économique font de la Chine un sujet majeur de la géopolitique contemporaine ;
- Son régime de parti unique donne quelque vraisemblance à ses projections à terme ;
- Un de ces termes est précisément l'horizon 2020, date à laquelle ses dirigeants ont fixé l'objectif d'un PIB quadruplé par rapport à celui de l'an 2000 – comme avait été effectivement réalisé en 2000 celui du quadruplement du PIB de 1980.
- Soit, au total, un titre cohérent avec la vocation prospective du groupe Asie 21, qui en a eu l'initiative et en a assuré la presque totalité de la rédaction.

### L'OUVRAGE

- L'ouvrage, publié chez L'Harmattan, dans la collection Points sur l'Asie compte 217 pages.
- Il comporte une préface, deux parties, une conclusion, annexes et bibliographie.
- Les auteurs des différents chapitres et de la conclusion, au nombre de 12, appartiennent pour 10 d'entre eux, au groupe de prospective *Asie 21* de *futuribles international*. Ils ont été heureux d'accueillir les contributions de MM. EYRAUD et ZHANG Lun.

#### Quatre parties

- La **préface** de Hugues de Jouvenel, directeur général du groupe Futuribles ;
- **La Chine à l'horizon 2020 selon les Chinois** (30%) ; cette première partie, en 5 chapitres, regroupe les écrits de MM. ZHANG Lun, Michel JAN, Philippe DELALANDE, Jean-Raphaël CHAPONNIERE et Pierre GENTELLE
- **La Chine dans sa région à l'horizon 2020** (43 %), comporte 6 chapitres dus à Patrick HEBERT, François RAILLON, Jean PERRIN, Anne ANDROUAIS, Alain LAMBALLE et Rémi PERELMAN,
- La **conclusion**, substantielle du GI Henri EYRAUD : *Quatre questions pour 2020*.

## LE CONTENU

### *La Chine à l'horizon 2020 selon les Chinois*

Si les opinions sur les forces et faiblesses de la Chine ont été décrites cent fois, il est plus rare de les trouver confirmées à partir de sources chinoises récentes. Tenter de prévoir l'avenir d'un pays, nous dit Michel Jan, ce n'est pas seulement faire des projections, notamment dans le domaine économique. C'est aussi percevoir les intentions d'un régime. En se tenant à cette discipline, chaque auteur, selon le thème et la vision qui lui étaient propres, a esquissé un futur possible pour la Chine. L'ensemble qui en résulte pour cette première partie compose un tableau très cohérent dont on pourrait décrire sommairement les traits saillants de la façon suivante :

- La croissance chinoise est solide. L'investissement productif est fondée sur une épargne intérieure importante et l'afflux de capitaux extérieurs, l'exportation procure des ressources en augmentation en attendant que la consommation intérieure ne vienne s'y ajouter, une gestion budgétaire prudente prépare le pays aux enjeux de long terme : la recapitalisation bancaire et l'établissement d'un système de retraite et de santé adapté à l'évolution économique et sociale. Mais si elle est spectaculaire par sa masse, cette croissance n'est pas exceptionnelle si on la compare à celle d'autres pays asiatique tels que la Corée, le Japon ou Taiwan. En 2020, le niveau de vie moyen devrait situer la Chine au niveau de la Turquie d'aujourd'hui.
- Le régime de parti unique devrait maintenir sa légitimité au regard de la population. Pierre Gentelle nous prévient : le régime politique chinois est très conscient de la complexité des processus de changement comme de la nécessité de durer et du temps nécessaire pour porter la Chine au premier plan mondial, objectif ultime. C'est en prenant en compte ces temps imbriquées qu'il est possible de dépasser l'avalanche d'informations conjoncturelles et d'apprécier avec recul le sens général du mouvement. Philippe Delalande estime que l'alliance efficace du parti communiste et de l'économie de marché, nouée en 1978, semble bien faite pour durer, car ils se renforcent l'un l'autre. En 2002, l'ouverture du Parti à l'élite économique du pays lui permet de préserver son monopole tout en l'associant au pouvoir. En retour, l'influence du Parti s'exerce dans les entreprises privées dont les stratégies s'alignent sur la politique officielle, ainsi l'industrialisation de l'ouest ou l'investissement à l'étranger. Malgré le peu de cas fait des libertés publiques, la légitimité du Parti communiste, initialement fondée sur la révolution de 1949 repose maintenant sur l'efficacité de la conduite du développement et, estime l'auteur, sur l'aptitude du pouvoir à réaliser un consensus efficace. S'il doit disparaître, ce sera parce qu'il aura abusé du pouvoir et non parce qu'il en aura exercé le monopole. Car cette légitimité présente des faiblesses. Elle peut se déliter sous l'effet de la corruption, d'un écart excessif entre villes et campagnes, d'une censure de l'information jugée insupportable, d'une justice à la fois contre-pouvoir et subordonnée ou de conflits internes au Parti. A cet égard, s'il paraît probable que les actuels président et premier ministre seront reconduits en 2007, l'échéance de 2012 risque d'être critique pour le Parti, donc pour le pays, si les faiblesses évoquées ne sont pas éliminées. Il est probable que, sauf imprévu, elles le seront, car, comme le dit Michel Jan, la Chine a besoin de stabilité interne dans la durée, ce qui implique le maintien du système en place, par le renforcement de l'autorité plutôt que par un assouplissement politique comme on avait pu le penser quand, il y a 25 ans, Deng Xiaoping avait lancé sa politique de développement économique et d'ouverture. Note discordante, celle qu'apporte François Raillon qui estime que le régime autoritaire chinois, menacé par les contradictions résultant d'une croissance économique inégalitaire, jouit d'une assise douteuse sur le terme. Il est vrai qu'il considère la Chine du point de vue de l'Asie du Sud-Est.
- Qu'en disent les Chinois ?
  - D'abord, pour eux-mêmes : Zhang Lun observe que la Chine se trouve dans une phase de transition destinée à rétablir le consensus national, perdu depuis les années 1990. Même quelque peu aveugle et naïf, et s'il ne s'agit que d'un simple souhait, l'optimisme affiché par les Chinois est important. Après les guerres, les campagnes politiques, les humiliations et la misère, l'apparition d'une Chine puissante, prospère, libre et juste est un grand rêve pour de nombreux Chinois. Ceux-ci possèdent une grande force : ils sont porteurs d'espoir. Pierre Gentelle a noté, quant à lui que le régime se reconnaissait soumis à une triple conjonction : 1) la volonté de transformer, à ses propres couleurs, la Chine en un pays moderne, à la pointe de l'humanité ; 2) la volonté d'assurer la survie dans la longue durée d'un groupe de dirigeants capable de se souder en une institution stable ; 3) la volonté d'assumer un nationalisme exigeant et maîtrisé, nécessaire pour porter la Chine dans le monde « au niveau où elle devrait être », le meilleur. Cette posture n'est pas *a priori* belliqueuse. Il est non seulement normal mais il devient « moral » que le meilleur gagne. L'ambition légitime d'accéder au premier rang, qui est celle de la classe dirigeante dans son ensemble *et de la jeunesse*, tous clans rivaux confondus, n'est pas chose nouvelle.

- Ensuite, pour le monde

La Chine a besoin d'un environnement international stable et coopératif tout en estimant à la fois qu'il n'y a pas de contradiction entre la modernisation militaire et la force militaire et la montée en puissance pacifique de la Chine et que son engagement avec le reste du monde doit s'établir sur une base de « gagnant-gagnant ». C'est ce que dit Michel Jan, lorsqu'il nous convie à réfléchir sur les prises de position que les Chinois prennent quant à leur avenir. Il nous propose de le faire à partir de l'une de ces formules lancées puis répétées à l'occasion de discours officiels. Ces formules – tout le monde connaît celle du « grand bond en avant » –, ont valeur de mot d'ordre et pour rôle d'aider à étoffer un concept puis de contribuer à structurer une stratégie globale. C'est en même temps une proclamation faite pour être disséminée et analysée au-dedans et au dehors du pays. L'auteur note ainsi que la formule « montée en puissance pacifique » est devenue depuis novembre 2003 l'objet de nombreux débats en Chine. On est passé en moins de trois ans de la présentation d'un concept à un exposé sur la stratégie chinoise à long terme. Conclusion : si le discours venait à changer, toute modification serait à elle seule très significative des nouvelles options ou orientations. Ces débats ont eu le mérite d'avoir posé d'une manière inhabituellement ouverte les questions que suscite l'émergence de la Chine dans le monde : 1) Pourquoi et comment les dirigeants chinois sont-ils passés du concept à la stratégie et à une telle formulation ? ; 2) Quel avenir nous annoncent-ils pour leur pays, en énonçant cette stratégie ? ; 3) Quelles sont les réactions en Chine et à l'étranger ? Confrontée à la réalité, cette « montée en puissance » apparaît-elle pacifique ? Le rôle et la place de la Chine dans le monde sont abordés d'une manière très émotionnelle par les dirigeants et une bonne partie de la population chinoise. L'assurance d'une supériorité culturelle, d'un système spécifique et supérieur, d'une économie en progression constante et forte, entretient l'idée d'une ascension irrésistible jusqu'au statut de nouvelle grande puissance. C'est, avant tout, la reconnaissance par la Chine des problèmes qui accompagnent assez inéluctablement cette émergence. Toute mesure prise par une autre puissance pour s'opposer à ce destin, ne serait-ce que pour préserver ses propres intérêts, sera considérée comme un acte hostile. Là réside toute l'ambiguïté du discours pacifique des dirigeants chinois, car, tout en affirmant que le développement économique restera encore la priorité, il apparaît clairement que la question de Taiwan et les relations avec les États-Unis sont au cœur des préoccupations de politique extérieure, une question très sensible et en même temps un obstacle à une baisse des tensions dans la région. Pour Pierre Gentelle la politique du tribut qui scellait autrefois la paix tutélaire étendue par la Chine comme un manteau sur ses voisins a pris deux formes modernes, celle de la création de ponts terrestres avec les pays frontaliers et celle d'une émigration nouvelle où l'exportation de cols blancs va remplacer les anciennes pratiques de la diaspora. Exporter des savants, non plus des commerçants ; des multinationales sinocentrées et non plus des banquiers individuels, des ingénieurs de haut niveau et non plus seulement des étudiants.

## ***La Chine dans sa région à l'horizon 2020***

L'évolution récente de la Chine, dont la puissance vitale éblouit ou effraie, se situe dans un "métabolisme asiatique" actif où les alliances et rapports de force avec son voisinage (Japon, Asie centrale, du sud-est et du sud, Russie...) interfèrent à leur tour avec la *Pax Americana*. Sa stabilité et son insertion dans le concert du monde constituent des enjeux globaux. Va-t-elle constituer le noyau d'une communauté instituée de l'Asie orientale ? Cette seconde partie fait le tour des pays frontaliers de la Chine pour tenter de répondre à cette question, puis décrit les mécanismes intégrateurs propres à l'Asie, tant spontanés qu'institutionnels.

- **Le tour des pays frontaliers de la Chine**

- L'Asie du Sud-Est

La relation de la Chine à l'Asie du Sud-est fonctionne comme un modèle initial et fondateur de son rapport à l'extérieur, nous fait observer François Raillon. Cet « étranger proche », ce partenaire classique qui l'a accompagnée tout au long de son histoire, forme pour la Chine le champ premier de son expérience internationale. Il nous met aussi en garde : la fascination exercée par la Chine sur l'opinion européenne brouille la vision de l'Asie, où les pays de l'Asie du Sud-Est sont perçus comme ses annexes naturelles. Le rapprochement commercial prévu en 2013 entre la Chine et les dix États de l'ASEAN pourrait faire penser qu'un élan coopératif va donner lieu à un ensemble économique majeur. Il serait pourtant prudent de relativiser, voire de contester cette vision positive du « rapprochement » entre la Chine et l'ASEAN dit l'auteur, qui explore d'autres hypothèses, plus pessimistes, mais non moins réalistes pour l'avenir de l'Asie à l'horizon 2020. En effet, on ne saurait exclure la possibilité de divergences graves, voire l'éventualité de lourds conflits, entre les deux ensembles considérés. Globalement, la croissance économique de la Chine et la nature

autoritaire de son régime en font une menace pour ses voisins d'Asie du Sud-Est. François Raillon se propose donc d'envisager plus particulièrement les conditions et les scénarios conduisant à une « collision » entre les deux partenaires. Même si les nécessités d'une collaboration avec l'Asie du Sud-Est ont incité la Chine à renoncer provisoirement à toute posture agressive dans la région, les causes potentielles de conflit ne manquent pas : divergence d'intérêts commerciaux, concurrence pour attirer les investissements directs étrangers, souhait des gouvernements de voir une présence américaine pour assurer la sécurité dans la région (la VII<sup>e</sup> flotte veille au maintien du *statu quo*), récupération par la Chine continentale de sa province séparée, Taiwan, ce qui modifierait la donne en Asie du Sud-Est notamment sur le plan des revendications maritimes. Pour finir et à lui seul, l'archipel des Spratley, avec ses réserves pétrolières, ses ressources halieutiques et sa situation stratégique, convoité par la Chine et par la plupart des pays riverains, tous membres de l'ASEAN, représente un motif de dispute potentielle. Pour l'instant, la Chine préférant afficher sa modération vis-à-vis de l'ASEAN, un projet d'exploitation commune des hydrocarbures a été mis en place. Le degré de probabilité du scénario catastrophe est incertain. Les raisons pour qu'il ne se produise pas sont peu visibles.

#### ○ L'Asie du Sud

En 2020, la Chine et l'Asie du Sud représenteront près de la moitié de la population du monde, à elle seule l'Inde devenant à terme le pays le plus peuplé de la planète, prédominance reconnue par. Comprendre ce qui se passera entre la Chine et l'Inde conduit à étudier les relations entre la Chine et l'Asie du Sud nous dit Alain Lamballe. Ces relations présentent deux faces. D'une part, Pékin poursuit plusieurs objectifs hautement stratégiques en direction de l'Asie du Sud : conforter l'importance stratégique du plateau tibétain, isoler les États du Nord-Est indien, renforcer sa présence dans la province pakistanaise du Baloutchistan ainsi qu'au Sri Lanka, désenclaver le Yunnan et le Xinjiang, contrôler les voies maritimes sillonnées par sa flotte de commerce. Son action se traduit par des fournitures militaires, la construction d'infrastructures routières et portuaires, l'installation de centres d'écoute hors de son territoire. La visée est à la fois commerciale à court terme et militaire à plus long terme. En fait et tout en le démentant, en traitant avec tous les pays frontaliers de l'Inde la Chine procède progressivement à l'encerclement de l'Inde. De l'autre, des relations resserrées viennent d'être sanctionnées par un traité de « partenariat stratégique et de coopération pour la paix et la prospérité » signé en avril 2005 car en dépit des divergences, leurs échanges commerciaux sont déjà les plus importants d'Asie du Sud, il auront considérablement augmenté, peut-être quintuplé en 2020. Si la Chine et l'Inde sont en compétition en Asie centrale pour l'énergie, elles s'efforcent déjà de trouver des points d'entente en Afrique et au Moyen-Orient comme elles pourraient le faire en Amérique latine. En 2020 la Chine sera déjà sur la voie du vieillissement, contrairement à l'Inde qui restera jeune, tout en maîtrisant mieux son accroissement démographique. La Chine et l'Inde se reconnaissent des intérêts économiques communs et partagent une certaine vision politique du monde. La Chine et l'Inde partagent la même crainte à l'égard du militantisme islamique. Pékin adopte désormais une attitude de neutralité dans le différend qui oppose l'Inde et le Pakistan à propos du Cachemire. L'Inde aura rejoint en 2020 le Conseil de sécurité de l'ONU, mais sans l'aide de la Chine qui aura manifesté son opposition jusqu'au bout, sans toutefois user de son droit de veto. Les deux pays, l'un et l'autre nucléaires, seront des pôles majeurs d'un monde qui aura cessé d'être unipolaire. New Delhi attend de Pékin la reconnaissance des frontières actuelles, une non-ingérence dans ses affaires intérieures par insurrections interposées et une non-opposition à son entrée comme membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Si ces trois conditions sont remplies, les deux pays feront cause commune sur beaucoup de points et feront route ensemble.

#### ○ L'Asie centrale

Zone immémoriale d'échanges et de conflits avec la Chine, l'Asie centrale a vu sa situation se modifier avec l'effondrement de l'URSS et la création d'États indépendants. Jean Perrin note que la Chine a suivi cette évolution avec une attention mêlée d'inquiétude. En effet, État unitaire, elle redoute par-dessus tout les tendances séparatistes de ses minorités. Pékin a rapidement établi des relations diplomatiques avec les nouvelles républiques, pour y barrer la route à Taiwan autant que pour y développer son influence et rechercher de nouvelles sources d'énergie. Leur apparition en Asie centrale a offert à la Chine la chance de se projeter dans une zone qu'elle ambitionnait de pénétrer. En 1994, le Premier ministre Li Peng avait défini les objectifs de son pays au cours d'une tournée dans la région : profiter des ressources locales, améliorer la qualité des transports, construire une nouvelle Route de la Soie et fournir une aide au développement. En 1996, le « Groupe de Shanghai » s'est créé en partenariat avec la Russie et la participation du Kazakhstan, du Kirghizstan et de Tadjikistan. Rejoint par l'Ouzbékistan, devenu en 2001 l'Organisation de Coopération de Shanghai, ce groupe a eu pour objectif initial de lutter contre le trafic de stupéfiants, le séparatisme et le terrorisme islamique. En 2005, l'Inde, le Pakistan et l'Iran devenaient membres observateurs de cette institution qui exigeait la fermeture à terme des bases américaines d'Asie centrale. Dans ce nouveau contexte, le jeu de Pékin consiste, face aux Ouïghours, à faire avancer le rouleau compresseur ethnique chinois jusqu'aux limites occidentales du Xinjiang. La Chine ne devrait donc

pas considérer, sous peine de déboires, que l'Asie centrale constitue « sa » zone, mais plutôt et avant tout son poumon pétrolier et gazier. Par ailleurs, n'étant pas en mesure de prendre la place de la Russie dans le nord-est de l'Asie, Pékin s'est engagé dans un partenariat stratégique avec Moscou. Ses objectifs sont définis en matière de politique intérieure (développer le Xinjiang) et de la politique extérieure (lutter contre les ingérences en provenance des États-Unis et de pays musulmans). En se projetant grâce à ses alliances en Asie centrale et jusque sur les bords de la Caspienne, la Chine élargit sa zone d'influence et, en partenariat avec la Russie - dont l'affaiblissement desservirait ses intérêts -, contient la poussée américaine.

○ Les relations économiques du Japon avec la Chine

La signature du Traité d'amitié sino-japonais remonte à septembre 1972. Mais Anne Androuais observe que des efforts constants doivent être maintenus pour que ces deux pays voisins entretiennent des relations politiquement équilibrées, les relations sino-japonaises oscillant entre concurrence et coopération. Les relations économiques sont de plus en plus concurrentielles entre les deux pays. Le Japon se trouve de plus en plus déficitaire dans ses échanges avec la Chine. Les investissements directs extérieurs cumulés japonais dépassent les 67 milliards de dollars en 2004 (3<sup>e</sup> rang des pays investisseurs) sans même tenir compte les investissements des PME. En 2020, les IDE en Chine continueront à progresser, mais les entreprises japonaises investiront moins vite que celles des autres pays car le Japon s'intéresse à d'autres pays voisins comme le Vietnam et l'Inde. Par ailleurs, l'aide publique japonaise au développement en Chine va diminuer, sauf pour l'environnement, car le Japon considère que la Chine n'est plus un pays en développement. Dans ce contexte, la grande question de la monnaie reste ouverte, notamment le lien yenyuan. La réévaluation du yuan constituera un avantage pour le Japon puisque les produits japonais, européens ou américains exportés en Chine s'en trouveront plus compétitifs, mais les petites et moyennes entreprises japonaises installées en Chine auront moins de facilité pour exporter. Le Japon a initié une communauté économique régionale avec la Corée du Sud et la Chine en vue de resserrer leurs relations. Une coopération scientifique et technique, déjà bien amorcée entre le Japon et la Chine, notamment dans le cadre de parcs technologiques communs, procède de la volonté japonaise de s'impliquer davantage dans la technologie haut de gamme en Chine. Les relations entre Japon, Corée du Sud et Chine dans le domaine des technologies de l'information en feront des super-puissances du futur, capables de rivaliser avantageusement avec l'Europe et les États-Unis. Le Japon et la Chine ainsi que la Corée du Sud œuvrent de concert à l'édification d'une Communauté économique d'Asie de l'Est avec pour objectifs la coopération et l'unification monétaire, l'apport de capitaux et de technologie, la réduction des droits de douane grâce à des accords de libre-échange régionaux, la sécurité régionale, promouvoir la sécurité énergétique, la prévention des désastres et le respect de l'environnement, le partenariat scientifique et technologique. Cette action stratégique de coopération trilatérale avec l'espace économique autonome de l'ASEAN, lorsqu'il sera intégré, aura un poids considérable.

• **Les mécanismes intégrateurs propres à l'Asie, spontanés qu'institutionnels**

○ Les mécanismes intégrateurs spontanés

Patrick Hébert observe le rôle croissant de la Chine dans le mouvement d'intégration de fait en Asie de l'Est depuis les années 1980 avec une accélération à partir des années 1990, en particulier après la crise asiatique de 1997. Les facteurs économiques qui ont contribué à faire avancer l'intégration de l'Asie orientale en sont essentiellement les échanges commerciaux (la part intra-asiatique des échanges commerciaux - plus de 50 % - n'a cessé de grandir avec, depuis 2002, d'accords commerciaux entre la Chine et les pays d'Asie orientale), les investissements (groupes de Hong Kong, Taiwan, Singapour, Chinois de la diaspora dans les ZES chinoises : 80 % des IDE reçus par la Chine en 2004 provenaient d'Asie). En retour, les groupes chinois investissent en Asie orientale (sécuriser l'approvisionnement en matières premières, développer en commun des technologies de pointe, délocaliser dans des pays à bas coût de main-d'œuvre), l'articulation progressive d'un système monétaire et financier régional) tout comme ) les infrastructures routières, fluviales, ferrées et aéroportuaires qui renforcent, relient des réseaux nationaux et dynamisent le trafic intra-asiatique. Ces constatations faites, Patrick Hébert répond à deux questions : existe-t-il un véritable projet régional en Asie orientale ? Et peut-on considérer l'Asie orientale comme la région de la Chine ? Alors qu'elle est la règle dans d'autres parties du monde, la concrétisation institutionnelle d'une situation économique de facto semble piétiner en Asie : hétérogénéité, instabilité, conflits frontaliers, intérêts nationaux divergents, crainte de l'hégémonie japonaise ou chinoise... en sont la cause. Cependant, la création d'une monnaie unique et d'une banque centrale régionale, l'harmonisation des systèmes et des politiques de change et, plus encore, un engagement à la solidarité, qui relèvent aujourd'hui de la gageure pourrait voir le jour à l'horizon 2020, car face au dollar et à l'euro ce serait un moyen d'accroître le poids l'Asie dans l'économie mondiale. D'un point de vue chinois, un projet institutionnel régional n'est probablement pas nécessaire puisqu'un processus d'intégration de facto fonctionne déjà à son avantage, qu'il satisfait les pays de la zone, leur apporte les garanties de croissance, de libre-échange et la stabilité. En outre,

compte tenu de ses besoins en ressources nécessaires à sa croissance, plutôt qu'une région en particulier, le monde est devenu le terrain de jeu de la Chine. Elle tient néanmoins à être présente dans les diverses formations qui impliquent son voisinage : l'ASEAN+3, l'OCS ou l'axe Iran-Pakistan-Inde-Chine... La Chine a la taille et les moyens de jouer le rôle majeur d'intégrateur qu'on lui voit jouer en Asie, mais aussi dans le monde.

○ Les mécanismes intégrateurs institutionnels

Différemment de ce qui vient d'être dit, l'Asie orientale se rassemble pour prendre place dans le monde, estime Rémi Perelman. Malgré la fragmentation qui caractérise la région, notamment l'antagonisme sino-japonais, une conscience aiguë d'un intérêt collectif à long terme pourrait susciter une dynamique cumulative grâce aux nombreux dispositifs institutionnels existants dans lesquels les Asiatiques voisinent et se parlent, par exemple, dans les domaines de la sécurité régionale, où deux dispositifs, l'ARF et l'OCS coexistent et se recouvrent partiellement, et du développement mutuel à l'initiative de la Chine, du Japon et de la Thaïlande (Forum Bo'ao pour l'Asie, 2002 ; Conférences Nikkei (*The Future of Asia*), 1995 ; Dialogue pour la coopération en Asie, DCA, 2002). Le 14 décembre 2005, se tenait à Kuala Lumpur le premier sommet rassemblant, à l'initiative de l'ASEAN, la majeure partie de l'Asie. L'objectif de créer à terme une Communauté qui, à sa façon, pourrait faire jeu égal avec l'Union européenne, l'ALENA ou le MERCOSUR, l'a globalement emporté sur les inévitables zizanies entre pays si dissemblables. L'auteur brosse l'historique de la progression du projet depuis 1997 autour du premier cercle communautaire qu'est l'ASEAN, y compris les contorsions de l'Australie pour participer, l'exclusion des Etats-Unis et l'arrivée subreptice de la Russie. Le prochain Sommet s'est aura lieu aux Philippines en décembre 2006. Différemment de l'ASEAN et de l'ASEAN+3, le Sommet ne disposera pas dans l'immédiat de structures spécifiques (Secrétariat général, réunions de ministres et hauts fonctionnaires). Il se contentera, ce qui n'est pas négligeable comme premier résultat, d'être une « Réunion de *leaders* », avec un « Agenda de *leaders* », ce dont l'APEC, par exemple, est dépourvue. Les résultats mitigés de ce premier Sommet, gêné par le différend sino-japonais, laissent penser que la dynamique pourrait provenir d'une « construction par objectif » de la Communauté : l'énergie, la monnaie, etc. Le rôle pilote de l'ASEAN a été confirmé. La naissance d'une communauté asiatique devra beaucoup à l'Union européenne, qui dès 1996, a placé l'Asie dans le registre multilatéral en s'adressant à l'ASEAN+3 comme à son *alter ego* dans le cadre des Sommets Asie-Europe, amenant les pays asiatiques à se concerter. Démarche radicalement différente de celle des États-Unis qui privilégient le mode bilatéral. L'existence d'une communauté asiatique pourrait faciliter la résolution des deux problèmes régionaux épineux. Le face-à-face envenimé de Pékin et Taipei pourrait faire place à une relation communautaire apaisée et le rapprochement « naturel » des deux Corée pourrait rendre inutile le recours à l'arbitrage extérieur.

○ Un essai de prospective : l'Asie orientale en 2020

La lecture des événements survenus dans cette région entre 2000 et 2005 permet de discerner des signaux faibles dont la répétition et la convergence laissaient penser qu'ils sont porteurs d'avenir. Susceptibles de « faire système », ils ont engendré au fil des ans des tendances lourdes, dont certaines se sont écartées des évolutions habituellement commentées. Prenant place parmi les futurs possibles, le scénario de rupture décrit par Rémi Perelman est destiné à modifier l'angle de vision quelque peu convenu des situations asiatiques. Il est fondé sur l'idée que des raisons économiques, énergétiques et environnementales ont conduit la Chine et le Japon à marcher de pair, puis à se lier pour conquérir le monde, faisant cause commune dans l'aide au développement de l'Extrême-Orient russe et de l'Afrique sub-saharienne. Ils auront ainsi disposé d'une influence sur le cours du monde qu'ils n'auraient pu avoir séparément. Cette évolution aura contraint l'Union européenne à donner de la consistance au poids politique potentiel qui est le sien.

## **Conclusion : quatre questions pour 2020**

Henri EYRAUD remarque que tout ce qui a été dit dans ce livre indique que, depuis 27 ans, la montée en puissance de la Chine, économique en premier lieu, a eu deux fondements majeurs, l'un à l'intérieur, l'autre à l'extérieur.

- A l'intérieur, le bond en avant est largement du, jusqu'à maintenant, aux choix judicieux de Deng Xiaoping : la « réforme-ouverture » des années 1980 et « l'économie socialiste de marché » depuis 1992. Jusqu'à 2005, les successeurs de Deng n'ont fait que poursuivre et développer ses orientations. Ils projettent seulement en 2006 de s'en écarter en partie avec le 11<sup>e</sup> Plan économique et social.
- A l'extérieur, l'émergence de la Chine a pratiquement coïncidé avec la « mondialisation » des années 1990 et 2000 : l'abaissement des frontières économiques dans le monde a stimulé les PVD qui étaient en transition de l'économie planifiée vers des structures et des modes de production mieux adaptés. Les plus doués de ces pays ont alors décollé. Les capitaux et les transferts de technologies du monde riche ont afflué en Chine et dans d'autres économies encore pauvres, mais disposant d'une main-d'œuvre surabondante, très bon marché et de qualité.

L'évolution à moyen et long terme sera plus probablement faite d'un panachage de lignes de continuité et de surprises inattendues que d'une simple extrapolation des courbes. Il convient donc de dépasser les tentations de l'évidence et d'examiner les perspectives sous la forme d'hypothèses et de questions. C'est ce qu'ont tenté de faire les auteurs de cet ouvrage et leurs travaux nous ont mené à nous poser des questions et à examiner quatre trajectoires possibles d'ici à 2020.

### **I. La continuité<sup>2</sup>**

Pour les observateurs extérieurs, la première question est souvent celle de la durée possible de l'extraordinaire montée en puissance de la Chine. Et naturellement, on pense au parcours suivi avec succès par la Corée du Sud et par Taiwan entre 1950 et 1990. Or les circonstances historiques sont favorables à une telle perspective : la Chine bénéficie désormais à plein de la rencontre avec la mondialisation de l'économie, de plus trois inflexions doivent être notées : les nouveaux objectifs sont ceux 1) de la *prospérité commune* et 2) de la *société harmonieuse* qui remplacent le principe d'inégalité (permettre à certains de s'enrichir en premier) ; 3) du *développement durable* et non la priorité accordée au taux de croissance (la poursuite aveugle de la croissance). Envisagé au premier semestre de 2006 comme indiscutable, le scénario de la continuité, de la poursuite d'une forte croissance est possible aux yeux de l'auteur et même probable jusqu'en 2010. A l'extérieur, l'heure est à la « montée en puissance pacifique ». En plein essor en 2005, les échanges avec le reste du monde dépassent 1.400 milliards de dollars avec un excédent de 100 milliards. En Europe, il est donc prudent de prévoir le double impact du développement vigoureux de l'économie chinoise au cours des prochaines années. 1304

### **II. Une crise**

On peut se demander si une crise assez grave pour ralentir fortement la croissance de l'économie en Chine est également possible. Car l'économie chinoise est encore très dépendante du monde extérieur. Par ailleurs, la croissance crée des effets pervers importants (disparités entre régions, entre villes et campagnes, inégalités sociales, difficultés pour le Centre de contrôler les cadres locaux, limites de l'adhésion populaire, détournements, corruption, délinquance et la criminalité, flux migratoires massifs). Le parti, l'État et la société ont devant eux une dizaine de défis redoutables. Une crise grave reste donc possible (flambée de protectionnisme, conflit armé à propos de Taiwan, dérapage de l'urbanisation massive, division au sommet de l'appareil État-Parti). Les conséquences en seraient très lourdes. A l'intérieur, l'arrêt de la croissance économique provoquerait une crise sociale grave et une crise politique. Le régime se mobiliserait pour maintenir l'ordre et entraîner le peuple entier contre un ennemi extérieur. A l'extérieur, il y aurait d'abord un risque de tension internationale dans toute l'Asie orientale, concernant le Japon, Taiwan, les deux Corées et les États-Unis, les marchés de l'énergie, des matières premières et des produits manufacturés subiraient des secousses brutales et incohérentes. La Chine serait probablement déjà assez intégrée à l'économie mondiale pour que celle-ci toute entière souffre d'un accident de cette dimension. 1476

### **III. Prospérité, puissance... et parti unique**

Retour au scénario de la croissance continue. L'augmentation des revenus et la prospérité en Chine mènent-elles automatiquement à une évolution démocratique ? La question est celle de l'évolution politique de la Chine devenue une des plus grandes puissances du monde ? Sans porter de jugement sur la question du régime à l'intérieur, le problème nous concerne en matière de relations internationales, et concernera encore plus nos descendants. Demain, ce pays, l'un des moteurs de la croissance économique sera-t-il encore un régime de parti unique sans contre-pouvoirs,

l'État-parti sachant faire preuve de pragmatisme lorsqu'il s'agit de renforcer les bases de son pouvoir ou d'améliorer son image à l'extérieur ? La question du régime est une question-clé pour l'avenir, car une évolution réussie du régime chinois vers le multipartisme et la démocratie serait un gage de détente, de sécurité et de paix dans la région. Devant ce point d'interrogation, deux éléments de réponse ne poussent pas à l'optimisme : 1) les modèles taiwanais et sud-coréen ne sont probablement pas pertinents car on est dans une toute autre dimension et 2) le récent Livre blanc chinois affiche une forte volonté en sens contraire, affirmant la mainmise du parti, qui dispose de redoutables moyens de répression, sur tous les contre-pouvoirs potentiels et le monopole du pouvoir réel. Si toute idée de réforme n'est pas écartée, c'est de façon graduelle et prudente en vue de renforcer les bases de ce pouvoir. La peur du chaos et le rapport des forces entre gouvernants et gouvernés, dans une phase de forte croissance, ne portent pas à croire que le Grand soir soit pour demain. 1660

#### **IV. La Chine deuxième superpuissance ?**

La plupart des Chinois espèrent que ce siècle verra leur pays revenir au premier rang par la puissance et la prospérité. Ils sont dans une perspective historique de revanche sur l'histoire, de résistance aux pressions étrangères, de croissance économique et stratégique. L'ambition nationale de la Chine actuelle ne peut donc être que de redevenir le pays le plus puissant et le plus avancé du monde, disons dans la deuxième moitié du 21<sup>e</sup> siècle. Conscients en effet de leurs retards et de l'ampleur de la tâche, beaucoup de Chinois placent cette ambition dans le long terme et ils savent, mieux que nous, espérer et manœuvrer en visant loin.

La population de la Chine s'approchera d'un pic situé de l'ordre de 1,4, / 1,5 milliard d'habitants. La société de consommation pourra atteindre de 350 à 370 millions d'entre eux et, derrière elle, plus d'un milliard iraient des peu satisfaits aux oubliés de la croissance. Les objectifs de la Chine pour 2010-2020 semblent être les suivants : étendre avec prudence sa présence dans le monde, s'assurer des importations croissantes de gaz, de produits pétroliers et de matières premières, en Asie : maintien de la stabilité régionale en Asie, attraction des investissements, développement de son *leadership* économique. Face à cette ambitieuse politique à moyen et long terme, fondée sur le développement économique et sur l'organisation régionale autour de la Chine, les États-Unis, maîtres de deux Océans et de l'espace, entendent garder leurs alliés et défendre leur influence. Ils ont les moyens de rester en tête jusqu'en 2050 et tentent, en accord avec Pékin, d'éviter un dérapage vers une future guerre froide en Asie et Pacifique. La course à la puissance dépend aussi des autres ensembles. Mais la primauté des relations sino-américaines subsistera dans cette période. Le Japon sera bientôt menacé de perdre sa place. L'Union européenne gaspille ses chances, pour l'instant sa masse économique ne compense pas son manque de cohésion et de volonté commune.

#### **Conclusion**

La Chine, seconde superpuissance dans le monde de demain, c'est donc possible. 2020 toutefois est encore une date un peu trop proche. Il faudra peut-être plus de temps et, par prudence, les Chinois jouent plutôt le long terme. Mais dès que cette vision paraîtrait se confirmer, on en verrait les premières conséquences dans l'ensemble du monde.

\*\*\*\*\*